

*Les crédits*

lement une importante institution de recherche, l'Université de Guelph.

Enfin, nous sommes tous des consommateurs qui tiennent à un approvisionnement de haute qualité et sans danger et nous voulons que soient contrôlées les maladies des plantes et des animaux qui peuvent avoir un effet sur la santé humaine ou l'économie. Mes électeurs veulent, de façon prioritaire, que nous garantissons que la sécurité alimentaire ne sera pas compromise.

● (1535)

Parallèlement, reconnaissant la nécessité de réduire le déficit, la population de Guelph—Wellington sait que les coûts des contribuables doivent être diminués et qu'il faut aider l'industrie à maintenir ses coûts de production bas pour pouvoir offrir le meilleur produit au meilleur prix.

C'est pourquoi Agriculture et Agroalimentaire Canada a, dans le passé, travaillé de très près avec d'autres ministères fédéraux ainsi que les ministères provinciaux de l'Agriculture et de la Santé pour mettre au point des normes nationales. Nous visons à établir un système national d'inspection des aliments. Cela réduira les chevauchements et permettra d'instituer un régime réglementaire plus simple et plus efficace. Mes électeurs ont demandé que tous les gouvernements travaillent ensemble pour réduire les chevauchements et pour maîtriser les dépenses, ce dont même le Bloc québécois peut se réjouir, je l'espère.

En outre, nous améliorerons les règles du jeu entre les branches d'industrie nationales et importatrices, en augmentant l'inspection des produits importés. Nous instaurerons également un mécanisme de sanctions pécuniaires pour favoriser l'application et le respect des mesures.

Ce sont là des exemples de l'équité qu'exigent les électeurs de Guelph—Wellington et d'autres Canadiens. Pendant l'exercice financier en cours, nous appliquerons, avec la collaboration de l'industrie des viandes, des mesures de surveillance de l'efficacité des programmes en vigueur dans le domaine de l'hygiène des viandes.

Nous prévoyons que ces initiatives nous feront économiser 10 millions de dollars. Tous les députés en seront certainement ravis. En 1997–1998, nous réaliserons d'autres économies en prenant des initiatives comme la privatisation de l'assurance de la qualité, la surveillance des résidus et la mise en oeuvre de programmes d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques.

Nous comptons également transférer au secteur privé les essais courants en laboratoire. L'industrie bénéficie du fait que le système d'inspection et de réglementation des aliments rapporte des prix élevés pour des aliments de meilleure qualité. Nous estimons donc qu'elle devrait payer sa juste part des coûts d'inspection.

Nous engageons actuellement avec le secteur privé des négociations visant à rendre nos programmes d'inspection et de contrôle phytosanitaire plus efficaces et plus rentables, tout en atteignant les objectifs de réduction fixés dans le budget. C'est ce que nous ferons au cours des trois prochaines années, en prenant des initiatives pour réduire, éviter et partager les coûts.

Ces mesures n'auront toutefois aucun effet négatif sur la salubrité des aliments. Permettez-moi de souligner que la salubrité des aliments continue d'être la plus haute priorité du gouvernement. Son objectif est de réduire les coûts des contribuables de collectivités comme Guelph—Wellington en récupérant 46 millions de dollars supplémentaires, d'ici 1997 et 1998, dans le coût des services d'inspection.

Pour demeurer à la fine pointe du progrès, nous devons continuer d'effectuer de la recherche. Comme je l'ai mentionné précédemment, l'Université de Guelph dirige un projet de recherche dans divers domaines de la zootechnie et a ainsi mis au point un vaccin qui réduit le stress dont souffrent les animaux pendant le transport, d'où des économies de plusieurs millions de dollars pour les éleveurs.

De plus, des chercheurs de l'université étudient de nouvelles méthodes d'amélioration génétique pour les récoltes et, dans le cadre du programme d'aide au secteur agroalimentaire, ils touchent tous les aspects de l'exploitation agricole en réunissant tous les intervenants, notamment les environnementalistes, pour examiner les incidences positives et négatives de l'agriculture.

Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire continuera d'être la principale source de financement de la recherche et du développement agricoles au Canada. La R-D représente une grande part des dépenses gouvernementales et restera une grande composante de l'appui gouvernemental au secteur agroalimentaire. Nous nous sommes engagés à déployer des efforts en matière de recherche et de transfert de technologies pour assurer la sécurité de notre approvisionnement en vivres, ainsi que la pérennité de notre base de ressources.

Des produits à valeur ajoutée, de nouvelles technologies qui permettent de réaliser des économies de coûts, des produits non alimentaires tirés de matières premières agricoles, ainsi que des approches innovatrices, telles que la biotechnologie, cela demande une infrastructure de recherche qui soit créatrice et dynamique. Nous nous engageons à maintenir tout cela. Il reste cependant que, vu l'énormité de la tâche qu'est la lutte contre le déficit, tous les secteurs doivent faire leur part.

● (1540)

Les activités ministérielles en matière de recherche et de développement seront donc partiellement touchées par la réduction des dépenses consacrées au développement que prévoit le budget 1995. Des économies de 50 millions de dollars seront réalisées d'ici 1997–1998, grâce surtout à la rationalisation de l'infrastructure de recherche et aux compressions effectuées dans des domaines dont les activités se prêtent davantage à des déménagements ou peuvent être effectuées un peu n'importe où. C'est ainsi qu'une économie de trois millions de dollars sera réalisée à même le budget des dépenses en capital.

Nous nous orienterons vers un réseau de centres d'excellence dynamiques, viables et spécialisés. Sept petits établissements de recherche seront fermés: trois dans l'Ouest, deux en Ontario et deux au Québec. On va placer les autres centres à des endroits stratégiques pour bien refléter les points forts de l'industrie et les avantages sur le plan de la compétitivité des régions où ils sont situés, ce qui donnera la possibilité de créer une masse critique des compétences les plus utiles. On transfère et améliore une